

## **j Pour une migration sûre, dans la dignité et avec tous les droits !**

Santiago du Chili, 20 mars 2025

Aux États  
Aux agences de l'ONU  
Aux organisations internationales  
Aux gouvernements locaux  
Aux médias  
Aux peuples

Organisations de la société civile, migrants et familles de migrants, organisations confessionnelles et églises présents au deuxième examen régional du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Amérique latine et dans les Caraïbes, tenue à Santiago du Chili du 18 au 20 mars 2025, nous exprimons:

Nous sommes pleinement conscients que le multilatéralisme est malmené et que les fondements sur lesquels il repose sont remis en cause non seulement par une rhétorique anti-droits de l'homme et anti-migrants, mais aussi par des pratiques régressives et ouvertes, mais aussi par des pratiques régressives et ouvertement violentes. En moins de deux mois, plusieurs lignes rouges ont été franchies dans le silence de la communauté internationale. Nous constatons que les pièces d'un puzzle mondial se mettent en place et que les migrants et leurs familles, tristement, sont l'une des monnaies de transaction de ce processus. La réduction de l'aide humanitaire et de développement entrave le travail des organisations qui aident les populations migrantes et les institutions publiques.

Nous sommes préoccupés par le fait que, dans ce contexte, les détentions, les déportations et autres mesures régressives sont justifiées par l'argument d'une migration « ordonnée, sûre et régulière », ce qui sape les principes du Pacte mondial sur les migrations lui-même, du droit international des droits de l'homme et des réfugiés, ainsi que du multilatéralisme. Nous n'avons pas imaginé une attaque aussi brutale contre les migrants, dans leur intersectionnalité, ni que les hôtels deviendraient des centres de détention, ni qu'un tatouage suffirait à les détenir dans des prisons de haute sécurité, pour une durée indéterminée et sans décision de justice.

Dans ce contexte et dans le cadre de cet examen régional, nous attirons l'attention sur les questions soulevées par les migrants, leurs familles et la société civile. ¿Combien de personnes doivent encore être déplacées de force? ¿Combien de migrants doivent encore mourir ou disparaître en route? ¿Combien de massacres doivent encore avoir lieu pour qu'il y ait justice et non impunité ?

C'est dans ce contexte que nous affirmons:

- Nous défendons avant tout la vie, la liberté et la dignité des personnes en situation de mobilité humaine.
- Nous demandons que justice soit rendue aux migrants disparus et que la voix des familles de migrants soit entendue et non ignorée, car ce qui n'est pas mentionné n'existe pas.
- Il est essentiel de s'attaquer aux causes des migrations par une approche stratégique

et durable, en donnant la priorité aux crises les plus urgente et à leurs liens avec d'autres problèmes mondiaux.

- Il est essentiel d'examiner le lien entre migration et développement, car une croissance équitable et durable contribue à réduire les causes qui obligent de nombreuses personnes à quitter leur foyer. Cependant, nous ne pouvons pas perdre de vue les problèmes structurels qui affectent nos pays, tels que l'inégalité, la pauvreté, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, le manque de souveraineté alimentaire, le chômage et le sous-emploi, la violence, les conflits armés et le manque d'opportunités, l'homophobie, la transphobie, la xénophobie et d'autres formes de discrimination qui poussent des populations entières à une migration de plus en plus vulnérable et risquée. Aborder ces questions de manière globale est essentielle pour garantir des solutions durables et protéger les droits des personnes forcées de migrer.
- Nous soulignons l'importance de la volonté politique et de l'articulation des gouvernements locaux, nationaux et régionaux pour apporter des réponses dans la vie quotidienne des migrants et de leurs familles.
- Nous soulignons que les migrants soutiennent une grande partie de l'économie et du fonctionnement de nos pays, sans avoir pleinement accès à leurs droits, et malgré leurs contributions fiscales et l'augmentation exponentielle des envois de fonds.
- La facilitation des voies régulières et la régularisation de la migration est un droit en soi et un moyen d'accès à d'autres droits. Il est donc urgent de mettre en place des mécanismes permanents, accessibles et adaptés à la réalité des migrants. Cela permet non seulement de renforcer la sécurité et la stabilité des migrants, mais aussi aux États d'accéder à des informations essentielles pour élaborer des politiques plus efficaces et optimiser les ressources. La mise en place de ces mécanismes est fondamentale pour construire des sociétés plus inclusives, plus résilientes et plus justes.
- La protection des enfants, des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des personnes âgées, des personnes LGBTIQ+ et des populations autochtones et afro-descendantes doit être un engagement ferme des États, de leurs gouvernements et de leurs politiques. La migration doit être appréhendée selon une approche intersectionnelle qui tienne compte des réalités spécifiques des personnes confrontées à des risques supplémentaires de violence et de discrimination à chaque étape de leur processus migratoire. Nous demandons aux États de mettre en œuvre des politiques migratoires qui reconnaissent et traitent les différentes situations de vulnérabilité, en garantissant des mécanismes de protection adéquats, l'accès aux droits et à l'environnement.
- Pour renforcer la mise en œuvre du pacte mondial dans la région, il est essentiel de donner la priorité à des actions coordonnées et fondées sur des données probantes afin de garantir la protection et le bien-être des migrants et des groupes de migrants. Il ne s'agit pas seulement de chiffres ou de statistiques ; ce sont des personnes avec une histoire, des droits et des besoins qui doivent être traités de manière globale et dans le respect de leur dignité humaine.
- Il est urgent de lutter contre la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, les croyances ou les convictions, ainsi que contre la xénophobie, l'aporophobie et d'autres récits discriminatoires ou stigmatisants dans le discours public, en particulier lorsqu'ils sont utilisés à des fins électorales ou pour favoriser la polarisation de nos sociétés. La promotion de récits fondés sur le respect, l'inclusion et les droits de l'homme est essentielle pour renforcer la coexistence et la cohésion sociale.

- Nous notons avec inquiétude les pressions et les concessions croissantes en faveur de l'externalisation des frontières, ainsi que l'établissement de pays tiers prétendument « sûrs », ou le transfert de personnes expulsées, ce qui a considérablement augmenté la détention de personnes sans garantie d'une procédure régulière. Nous réaffirmons que les États ont la responsabilité de garantir et de protéger les droits de l'homme de toutes les personnes placées sous leur juridiction, y compris la réparation lorsque ces droits ont été violés, sans exception ni retard.
- Nous plaidons pour le respect et la protection des défenseurs des droits de l'homme et des organisations qui soutiennent les migrants. Leur travail est essentiel pour garantir les droits, l'aide humanitaire et l'inclusion, et ils devraient être reconnus comme des alliés de politiques migratoires justes et solidaires et bénéficier des ressources nécessaires pour fonctionner et ne pas entraver leur travail. Nous rejetons toute tentative de criminalisation et de harcèlement de la part des autorités.
- Nous exigeons une gouvernance des migrations fondée sur une approche des droits de l'homme, et non sur la sécurisation. Notre région a été pionnière en matière d'intégration régionale et de mécanismes de coordination, qui sont essentiels pour faciliter les processus migratoires et optimiser l'utilisation des ressources.
- Les services consulaires sont essentiels à l'accès aux droits. Face aux besoins croissants de protection, ils doivent être renforcés et spécialisés pour répondre efficacement aux défis actuels.
- L'intégration et l'inclusion impliquent également l'accès à un emploi décent et le dialogue social. Nous demandons donc que l'accès à un emploi décent et digne soit facilité, que les personnes aient accès à des processus de validation et que des formations complémentaires soient certifiées pour les aider à progresser dans leur processus d'intégration.
- Il est essentiel de garantir le droit à la participation des migrants et des organisations à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, afin de mettre en place des approches inclusives et efficaces. Leur implication renforce la légitimité et garantit une mise en œuvre plus appropriée et durable.

Dans ce processus, et face à la situation sans précédent dans laquelle nous nous trouvons, il est essentiel que chacun des acteurs impliqués se demande de quel côté de l'histoire il veut se situer: ¿du côté de l'hostilité et de la violence, ou du côté de la préservation de la dignité humaine?

Nous appelons à une action cohérente pour s'attaquer aux causes structurelles de la migration, en promouvant l'équité et le développement. Cela implique non seulement de promouvoir des changements durables, mais aussi de rejeter fermement les pratiques inacceptables qui affectent les personnes en mobilité humaine, ainsi que celles qui ont été expulsées. Il est essentiel de garantir un traitement digne et respectueux de toutes les personnes, conformément aux principes des droits de l'homme et de la justice sociale.

Nous exigeons le respect de l'État de droit, la primauté du droit, la répartition des pouvoirs et le respect des décisions de justice et des jugements. La question des migrations doit être abordée de manière globale et sur la base des droits de l'homme. La dignité humaine n'est pas négociable.

Nous avons besoin d'un leadership régional qui encourage la coopération entre nos pays et revitalise l'intégration qui, pendant des années, a permis d'apporter des réponses efficaces au

phénomène le plus ancien de l'humanité : la migration. L'Amérique latine et les Caraïbes ont été une référence dans la mise en œuvre de politiques innovantes et protectrices. Il est temps de récupérer cet héritage et d'avancer avec détermination vers une approche plus solidaire et plus inclusive.

Nous réaffirmons notre engagement à continuer à travailler conjointement et de manière articulée avec les États pour répondre aux besoins des migrants, de leurs familles et de leurs communautés. Nous, les organisations de base de migrants, la société civile, les universités, les syndicats, les organisations confessionnelles et les autres parties prenantes, continuerons à faire pression pour des solutions inclusives et fondées sur les droits afin de garantir une migration sûre, digne et fondée sur les opportunités pour toutes les personnes.

Enfin, nous soulignons que ce sont les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont promu une approche fondée sur les droits de l'homme lors de la négociation du Pacte mondial sur les migrations. Nous sommes convaincus qu'ils maintiendront cet engagement lors du Forum international d'examen des migrations (IMRF) de l'année prochaine. Dans ce processus à venir, la participation effective et significative de la société civile et des migrants à l'élaboration des bilans, des engagements et des décisions garantira leur efficacité, leur pertinence et leur cohérence.

¡ Rendez-vous en 2026 ! Espérons que ce sera pour évaluer les progrès et ne plus subir de revers !

¡ Rien sur les migrants sans les migrants !

¡ Aucun être humain n'est illégal, aucun être humain n'est une minorité !

¡ Les droits sont indépendants du statut d'immigration !

Nous soutenons des organisations d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, de Cuba, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Salvador, de la Grenade, du Guatemala, de la Guyane, d'Haïti, du Honduras, de la Jamaïque, du Mexique, du Nicaragua, du Pérou, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, des États-Unis et de l'Uruguay.

Alianza Americas

- ACT Alianza
- Asociación Venezolana en Chile
- Asociación Mundial Para la Comunicación Cristiana en América Latina (WACC-AL por sus siglas en inglés)
- Ayuda en Acción
- Asociación Civil de Derechos Humanos Mujeres Unidas Migrantes y Refugiadas en Argentina (AMUMRA)
- Bloque Latinoamericano sobre Migración (Bloque LAC), integrada por Action Secours Ambulance (ASA), Asociación Comité de Familiares de Migrantes Fallecidos y Desaparecidos de El Salvador (COFAMIDE) – El Salvador, Asociación Coordinadora Comunitaria de Servicios para la Salud (ACCSS), Asociación de Familiares de Migrantes Desaparecidos de Guatemala (AFAMIDEG), Asociación Pop No'j, Asociación RUMIÑAHUI. Red de Ecuatorianos en Europa, Casa del Migrante de Saltillo (CDMS)- México, Casa Monarca Ayuda Humanitaria al Migrante- México,

Centro de Apoyo Pastoral do Migrante (CAMI), Centro de Atención a la Familia Migrante Indígena (CAFAMI)- México, Centro de Atención y Desarrollo Integral Migrante (CADIM), Centro de Derechos Humanos de la Montaña-Tlachinollan (CDHM)- México, Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Clínica Jurídica de Migrantes y Refugiados de la Universidad Diego Portales-Chile, Comisión Argentina para los Refugiados y Migrantes (CAREF), Comisión de Acción Social Menonita (CASM)- Honduras, Comité de Familiares de Migrantes Desaparecidos del Centro de Honduras (COFAMICENH)-Honduras, Comité de Familiares de Migrantes Desaparecidos del Progreso (COFAMIPRO)- Honduras, Cristosal, Advancing Human Rights in Central America - El Salvador, CTA de Trabajadores, Equipo de Estudios, Comunitarios y Acción Psicosocial (ECAP), Estancia del Migrante González y Martínez- México, FM4 Paso Libre-México, Formación y Capacitación (FOCA)-México, Foro Nacional para las Migraciones en Honduras (FONAMIH)- Honduras, Fundación para la Justicia y el Estado Democrático de Derecho (FJEDD), Global Exchange, Instituto Migrações e Direitos Humanos, Instituto para las Mujeres en la Migración, AC (IMUMI), International Detention Coalition (IDC)- Regional/Global, Latinas en el Poder, Mesa de Coordinación Transfronteriza Migraciones y Género (MTMG), Mesa Transfronteriza Migraciones y Género (MTMG), National Network for Immigrant and Refugee Rights (NNIRR), Organismo Cristiano de Desarrollo Integral de Honduras (OCDIH)- Honduras, Programa de Migración y Asilo de la Universidad de Lanús, Proyecto de Derechos Humanos, Económicos, Sociales y Culturales A.C (Prodesc)-México, PUCOMIT, Red de casas de Migrantes y Centros de Derechos Humanos de la zona norte, Pedro Pantoja- México, Red de Mujeres del Bajío AC-México, Red de Pueblos Transnacionales, Red Internacional de Migración y Desarrollo, Red Jesuita con Migrantes Latinoamérica y el Caribe (RJM LAC)-Regional, Red Mesoamericana Mujer Salud y Migración (RMMSYM)- México y Centroamérica, Red Nacional de Jornaleros y Jornaleras Agrícolas, Red Nacional de Líderes Migrantes en Argentina, Red Sudamericana para las Migraciones Ambientales (RESAMA)- Regional, Secretariado Nacional de Pastoral Social-Caritas Colombia, Servicio Ecuménico para la Dignidad Humana (SEDHU), Servicio Jesuita a Refugiados Ecuador (SJR-Ecuador), Sin Fronteras IAP, South Texas Human Rights Center (El Centro de Derechos Humanos Del Sur de Texas), Unión Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autónomas. A.C. (UNORCA A.C.), Voces Mesoamericanas, Acción con Pueblos Migrantes (VM-AP), Defensoras y defensores de migrantes; Aaron Ortiz Santos, Berenice Valdez Rivera, Blanca Gómez, Elba Coria, Efraín Jiménez, Federico Fornazieri, Karina Sarmiento, Martha Rojas y Patricia Zamudio.

- Blossom Incorporated
- Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad (Dejusticia)
- Center for Engagement and Advocacy in the Americas (CEDA)
- Center for Migration, Gender, and Justice (CMGJ)
- Central Autónoma de Trabajadores del Perú - CATP
- Coalición Internacional contra la Detención (IDC)
- Coalición por Venezuela
- Comisión Argentina para Personas Refugiadas y Migrantes (CAREF)
- Comisión de Acción Menonita (CASM)/Programa de Gestión de la Movilidad Humana
- Corporación Alianza Migrante (Ecuador)
- Frontera de Cristo Agua Prieta, México/Douglas AZ.
- Fundación Diálogo Diverso (Ecuador)
- Fundación Organización Migrantas (Chile)
- Grenada Red Cross Society
- Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES)

- Jamaica Climate Change Youth Council (JCCYC)
- Latin America & The Caribbean Migration Youth & Children Platform (MYCP)
- MIREDES Internacional
- Movimiento sociocultural de trabajo humanitario y ambiental (MOSCTHA)
- NGO National Coordinating Coalition
- ONG Plan País
- Organización Manodiversa de Bolivia
- Red nacional de migrantes y promigrantes Chile
- Red de Periodistas Migrantes (Chile)
- Red Jesuita con Migrantes (RJM LAC)
- Red Mesoamericana de Misión y Migración
- Red Nacional de Migrantes y Pro Migrante Chile
- Red Regional de Organizaciones Civiles para las Migraciones (RROCM)
- Red Regional por la Movilidad Humana LGBTIQ+ LAC
- Redes de apoyo y bienvenida a personas migrantes de la Iglesia Metodista en el Uruguay
- Save my Identity en Argentina
- Servicio Ecuménico para la Dignidad Humana (SEDHU)
- Servicio Jesuita a Migrantes Chile (SJM-Chile)
- Sin Fronteras IAP
- Veneactiva